Document generated on 06/05/2025 2:53 a.m.

Études internationales

Les Cahiers de l'Université du Québec, *Fédéralisme et nations*, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, 290 p.

Jean-Charles Bonenfant

Volume 2, Number 3, 1971

URI: https://id.erudit.org/iderudit/700130ar
DOI: https://doi.org/10.7202/700130ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bonenfant, J.-C. (1971). Review of [Les Cahiers de l'Université du Québec, *Fédéralisme et nations*, Les Presses de l'Université du Québec, 1971, 290 p.] *Études internationales*, *2*(3), 493–494. https://doi.org/10.7202/700130ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1971

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

mais on ne sait pas finalement quelle est, pour lui, la nature de cet État, « sorti du système impérialiste » mais gouverné par « un politbureau omniscient », donc ne correspondant manifestement pas à sa conception du socialisme. Mais peut-être demandons-nous trop à un livre qui se veut avant tout d'actualité et qui, de l'aveu de l'auteur, ne saurait être complet ?

André P. DONNEUR

Science politique,
Université du Québec à Montréal.

ZOLTVANY, Yves F. (ed.), *The French Tradition in America (Documentary History of the United States,* edited by Richard B. Morris), University of South Carolina Press, Columbia, South Carolina, 1969, XI-234p.

Les collections de textes historiques ne seront jamais trop nombreuses pour les élèves du collège et de l'université et ce n'est pas aux Américains qu'on pourra en remontrer sur ce point. On connaît leurs éditions sur l'histoire des États-Unis et sur l'histoire de l'Europe. Il y avait peut-être moins de textes sur l'histoire du Canada. C'est sans doute cette lacune que les Presses de l'Université de la Caroline du Sud ont voulu combler dans leur série : *Histoire documentaire des États-Unis.* Richard B. Morris, qui dirige la collection, a chargé Yves F. Zoltvany d'en préparer l'édition. Les six chapitres répartissent la matière selon la périodisation classique en histoire du Canada. À cela près que Y. Zoltvany a ajouté un chapitre qui couvre la période 1763–1810. Pourquoi a-t-il débordé la date habituelle de la Conquête ? On peut remarquer que le titre n'est pas celui qu'on aurait attendu : « le Régime français », mais bien *The French Tradition in America.* Les derniers paragraphes de l'introduction (p. 31-32) indiquent d'ailleurs que l'auteur voit les vrais changements socio-économiques s'opérer dans la première décennie du XIXe siècle en même temps que l'avènement des premiers leaders nationaux. Au reste, l'auteur présente une bonne synthèse de ces deux siècles d'histoire, discutant avec maîtrise les différentes interprétations des historiens. Ces trente pages d'introduction donneront un bon fil conducteur à l'étudiant américain dans sa première rencontre avec l'histoire du Canada français.

Les textes comprennent, d'autre part, des pièces bien choisies sur la vie politique, sociale, économique et religieuse. On y trouve des morceaux classiques, comme certains articles de la capitulation de Montréal et les articles du traité de Paris. Chaque groupe de textes est précédé d'un commentaire original de l'auteur avec des dates et des renseignements précis ainsi que quelques titres d'articles ou de livres à lire, si l'on veut approfondir davantage la question. La plupart de ces textes sont extraits des grands recueils anglo-américains connus des érudits. Les autres textes sont traduits par l'éditeur.

On fera remarquer cependant que l'histoire culturelle est absente et que les textes choisis sont trop souvent « institutionnels », indiquant les intentions et les volontés des uns et des autres beaucoup plus que la réalité elle-même. Certes la capitulation de Montréal et le traité de Paris sont des événements très importants dans la vie politique canadienne, mais on aurait préféré un contrat d'apprentissage à la place de la Réglementation des métiers. Il est intéressant de savoir que l'Évêque défendait la danse, mais un bon témoignage sur la façon dont les Canadiens s'amusaient compléterait le tableau. Le récit de la bataille de Québec vue par Montcalm et Vaudreuil offre beaucoup moins d'intérêt que des pages de journal du curé, qui note au jour le jour, les misères de la ville pendant le siège.

Ces quelques remarques ne sauraient faire oublier que le livre de M. Zoltvany est bien fait, bien présenté et qu'il rendra service aux étudiants.

Claude GALARNEAU

Histoire,
Université Laval.

LES CAHIERS DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, *Fédéralisme et nations,* Les Presses de l'Université du Québec, 1971, 290p.

Au Canada et plus particulièrement au Canada de langue française, les études sérieuses sur le fédéralisme sont plutôt récentes, car

longtemps la question fut abandonnée aux improvisations passionnées des politiciens ou à l'interprétation stricte des tribunaux. Aussi faut-il saluer avec plaisir tout travail scientifique sur le sujet comme le Cahier qu'ont publié les Presses de l'Université du Québec sous le titre de *Fédéralisme et nations*. Dans l'avant-propos, le responsable du Cahier, Roman Serbyn écrit que « l'intention principale des collaborateurs de ce Cahier est de fournir au lecteur un ensemble d'études sur la théorie et la pratique des systèmes fédéraux dans les pays multinationaux ». Le recueil possède la première qualité qu'on doit exiger d'un ouvrage : il remplit bien le but pour lequel il a été conçu. Il est divisé en deux parties, la première consacrée à la théorie et la seconde à des « cas », en Occident, dans le bloc communiste et dans le Tiers monde. Il est l'œuvre de treize collaborateurs.

Trois articles appartiennent à la théorie. Dans le premier, André Bernard traite du fédéralisme dans les pays multinationaux, de ses avantages et de ses limites. C'est une bonne étude qui tient compte des ouvrages les plus récents en anglais et en français, qui évite le dogmatisme et qui en arrive à une conclusion générale qu'il est difficile de lire sans songer au Canada : savoir que « les conditions de succès du fédéralisme comportent, avec une division du territoire qui épouse les frontières des communautés nationales, l'établissement de garanties constitutionnelles variées, et surtout, la proposition elle-même l'implique, la volonté de faire du fédéralisme une solution de coopération dans la diversité » (p. 35). L'étude de Jacques Lazure intitulée « Le fédéralisme vu à la lumière de la théorie sociologique du fonctionnalisme » signale avec raison dès le début (p. 38) que « les ouvrages sur le fédéralisme se sont surtout appliqués à l'envisager sous l'angle légal et constitutionnel », d'où la grande fortune dont a joui l'ouvrage classique de K. C. Wheare, *Federal Government*. L'auteur, qui est sociologue, s'éloigne de cet éclairage pour tenter de renouveler la vision du fédéralisme à l'intérieur du fonctionnalisme de Talcot Parsons. Quelques applications à la société canadienne et québécoise sont ensuite tentées. On souhaite que ce modeste essai se transforme un jour en une étude plus élaborée qui ferait mieux comprendre le problème canadien. Le troisième article de théorie est de Claude Corbo et étudie les rapports du socialisme et du fédéralisme au XIXe siècle avec Saint-Simon, Proudhon et Bakounine pour conclure (p. 83) que « l'expérience politique concrète du fédéralisme en pays socialistes n'a guère répondu aux espoirs des théoriciens ».

Dans les études des cas, en Occident, deux pays seulement ont été étudiés, la Suisse, par André P. Donneur et le Canada, sous un aspect spécial, celui du Québec. On s'arrête naturellement à ce seul chapitre spécifiquement canadien. Il a pour auteurs MM. Jean-Paul Bernard et Richard-F. Desrosiers, du Département d'histoire de l'Université du Québec. Sous le titre « Le Québec et le fédéralisme, 1950–1970 : chronique des débats idéologiques et des événements politiques », c'est une synthèse objective, claire et surtout utile d'événements que l'accélération de l'histoire confond déjà dans bien des esprits. Je note (p. 97) une interprétation que pour ma part je crois juste : dans le mouvement pour l'indépendance du Québec, « le général de Gaulle ne joua essentiellement qu'un rôle de catalyseur : c'est à l'action des gouvernements du Québec depuis 1960 qu'il faut attribuer la véritable paternité de cette affirmation nationale ». Par ailleurs (p. 98), la rédaction d'une phrase me semble fausser un peu l'histoire : « Quelques mois plus tard, écrit-on, Pierre-Elliott Trudeau et Gérard Pelletier, auxquels s'était joint le président de la CSN (Confédération des syndicats nationaux), Jean Marchand, passèrent au parti libéral du Canada. Il ne faudrait pas oublier que c'est Marchand qui fut approché par le parti libéral et que c'est lui qui exigea pour y entrer que Trudeau et Pelletier l'accompagnent.

Les autres pays où le fédéralisme est étudié, soit en français soit en anglais, sont l'URSS, par Roman Serbyn, la Yougoslavie, par M. Mladenovic, la Tchécoslovaquie, par Jacques Lévesque, la Malaysia, par Gordon P. Means, le Nigeria, par Lawrence M. Nwakwesi, le Congo-Kinshasa, par Edmond Orban et le Cameroun, par Jacques Benjamin. L'ensemble constitue une source intéressante de renseignements accompagnés la plupart du temps de jugements de valeur.

Le recueil est un apport substantiel aux publications des sciences de l'homme dans le Québec.

Jean-Charles BONENFANT

Droit,
Université Laval.